



« Nous n'essayons pas d'être un modèle pour qui ce soit, mais on peut être une source d'inspiration (...) car la Turquie a démontré que l'islam et la démocratie peuvent parfaitement coexister », A DÉCLARÉ MERCREDI LE PREMIER MINISTRE TURC RECEP ERDOGAN DANS UN ENTRETIEN À L'AFP.

Alternatives

Jean-François Kahn



Journaliste et essayiste

# La diplomatie tricolore en panne sèche

Alors que la France qui, hier, ne jurait que par Ben Ali, envoyait à Tunis une délégation officielle chargée de recoller les morceaux, la ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, calcinée par les mensonges qu'elle multiplia pour couvrir quelques louches accointances, n'en faisait pas partie. Elle avait été remplacée par la ministre de l'Economie.

Non point qu'elle ait été enfermée, comme le suggérait un caricaturiste, dans un cagibi à balais du Quai d'Orsay, non... elle était en déplacement officiel au Brésil.

Et quelle était sa mission au Brésil ? Rien à voir avec la samba : il s'agissait de sauver une vente d'avions Rafale fort mal partie. Contrat devenu d'autant plus emblématique que la France, jusqu'ici, n'a pas réussi à vendre un

tions avec le Parlement, Patrick Ollier, accessoirement compagnon de Michèle Alliot-Marie, n'était-il pas un grand défenseur du colonel Kadhafi qu'il présentait, encore récemment, comme un « disciple de Montesquieu » ?

Ensuite, avoir placé l'ensemble de cette action diplomatique à la remorque de nos seuls intérêts industriels (c'est-à-dire les intérêts de Bouygues, Dassault, Matra, Thalès ou Areva) au point que, lorsque le chef de l'Etat se déplaçait à l'étranger, il amène avec lui, dans son avion, davantage de grands patrons, ou de journalistes amis, que de diplomates ou d'experts de ces pays.

Aussi n'est-il pas très surprenant que ce soient précisément des diplomates, légitimement agrippés, il y a quelques jours, dans un texte collectif hélas anonyme,

« Notre politique étrangère n'aurait jamais dû devenir celle d'un homme, elle aurait dû rester celle d'un pays »

seul de ces chasseurs de chez Dassault. Ce sont les contribuables français qui sont donc appelés à les lui acheter.

Cet épisode est significatif des deux dérives qui, à elles seules, expliquent l'actuelle décrépitude de notre politique étrangère : d'abord, avoir basé toute notre diplomatie sur des rapports personnels entre l'Elysée et les dirigeants des pays concernés, aussi peu remarquables fussent-ils, sans jamais prendre en compte l'état d'esprit des peuples.

Notre actuel ministre des Rela-

s'en sont pris avec virulence à Nicolas Sarkozy qu'ils accusent d'avoir isolé la France, rabaisé son rôle international, amoindri sa place dans le concert des nations et mis à mal tout ce que le général de Gaulle et ses successeurs nous avaient légué.

Deux fautes majeures : avoir mené une politique personnelle, narcissique, faite de « coups », d'opérations de com, dominée par des objectifs de politique intérieure, et cela en court-circuitant systématiquement les « professionnels », ceux « qui savent »...



PAS DE CHANCE pour le président français qui la joue très perso, la plupart des chefs d'Etat qu'il soutenait dans la région ont été chassés à l'instar de Hosni Moubarak. © PATRICK KOVARIK/AFP.

Et, presque plus grave à leurs yeux : d'avoir, par souci un peu enfantin de se différencier, coûté que coûte, de Jacques Chirac et du gaullisme, totalement banalisé la position de notre pays en le réintégrant dans le commandement unifié de l'Otan sans aucune contrepartie ni retombée.

Pour être quelque peu « corporatiste », et pour une part outrancière, la philippique ne s'en ap-

puie pas moins sur des constats, hélas, peu contestables.

Le « grand dessein » sarkozyste fut la mise sur pied de « l'Union pour la Méditerranée ». Un projet intéressant et qui partait d'un bon naturel. Mais qu'il personnalisait de façon tellement exacerbée que nos partenaires européens s'en désintéressèrent et que, surtout, il le fit reposer sur les épaules de ses deux « meilleurs co-

pains » dans la zone, Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak.

Pas de chance ! D'autant moins que les deux autres piliers de notre politique dans la région étaient Saad Hariri au Liban, qui vient d'être débarqué, et Bachar el-Assad, que l'on prétendait pouvoir arracher à l'influence de l'Iran. Echec total en l'occurrence. (De toute façon, le proclamer hautement était stupide.)

On imagine donc l'ampleur, aujourd'hui, de notre déconvenue.

D'autant que nous avons, parallèlement, braqué contre nous la Turquie, nouvelle grande puissance régionale ; que nous nous sommes portés à l'avant-garde d'une politique d'étouffement de l'Iran qui a échoué ; que notre influence sur l'évolution du pseudo-processus de paix israélo-palestinien est devenue totalement marginale (nous en faisons trop pour Israël et pas assez pour les Palestiniens) ; et que nous avons renforcé notre présence militaire en Afghanistan sans la moindre influence sur la stratégie qui y est menée.

C'est dans ce contexte déprimant qu'est intervenue, à propos de l'affaire Florence Cassez, la crise qui a mobilisé contre nous le Mexique (et excédé de nombreux pays latino-américains) sans autre motivation que la nécessité de se « refaire » sur le plan intérieur en surfant sur un moment d'émotion populaire.

Tout cela serait préoccupant, même si ne s'y ajoutaient pas les crispations que provoque, à notre rencontre, en Europe, un activisme trop personnalisé et trop médiatisé, notre spectaculaire retrait devant l'influence américaine et surtout chinoise en Afrique noire (jamais, il y a dix ans, un Gbagbo n'aurait pu résister à une excommunication venue de Paris) et une soumission trop visible à tous les diktats chinois.

La leçon de cette série d'échecs : notre politique étrangère n'aurait jamais dû devenir celle d'un homme, elle aurait dû rester celle d'un pays. ■

## la carte blanche

### « Pas en notre nom ! »... et pour les francophones la même chose



De gauche à droite : Jacques Borlée, Etienne de Callatay, Eric Dekeuleeneer, Alain Deneef, Serge Fautré, Henri Goldman, Philippe Van Parijs, Fatima Zibouh  
Bruxellois « francophones »

Le 21 janvier dernier, de nombreux artistes flamands se sont réunis au KVS, le théâtre flamand de Bruxelles, pour dénoncer le nationalisme mesquin et clamer que ceux qui le promouvaient ne parlaient pas en leur nom. Nous rendons hommage à cette initiative qui apporte un démenti spectaculaire à l'image monolithique et caricaturale souvent faite des « Flamands », en Belgique francophone comme à l'étranger. Nous rendons hommage, plus globalement, à une institution comme le KVS qui a fait

#### L'ESSENTIEL

● Huit francophones de Bruxelles, et non des moindres, apportent leur soutien aux artistes flamands.

● Au-delà de leur opposition au nationalisme, ils défendent une vision de Bruxelles, capitale cosmopolite. Propositions à la clé.

beaucoup ces dernières années pour faire apprécier la culture flamande par des non-néerlandophones et contribué magistralement à enrichir la vie culturelle bruxelloise.

Pour l'initiative courageuse qu'il a prise, le KVS est aujourd'hui interpellé au Parlement flamand. Le moment est dès lors venu pour

nous, Bruxellois « francophones » signataires de ce texte, de faire preuve de solidarité en disant à notre tour « Pas en notre nom ! ». Mais attention, cette exclamation ne s'adresse pas au nationalisme flamand : ce serait trop banal et trop facile. Il s'adresse au communautarisme d'une partie des politiques francophones dont l'immobilisme crispé, la myopie, le refus ou l'incapacité de repenser en profondeur notre avenir ont trop souvent contribué à faire le lit du nationalisme flamand.

Pour commencer, nous refusons de considérer notre Ville-Région comme un territoire essentiellement francophone où les minorités linguistiques, aimablement tolérées, n'auraient qu'à s'assimiler. Bruxelles est et sera toujours plus la capitale cosmopolite de l'Union européenne et une petite ville mondiale nourrie d'une immigration plus lointaine. Que le français soit ou

non notre langue maternelle, notre éducation nous a doté d'un lien profond avec la culture francophone et la langue française. Mais la culture flamande et la langue néerlandaise sont et doivent rester des composantes tout aussi essentielles de l'identité bruxelloise. Très loin de vouloir éradiquer le néerlandais de Bruxelles, nous jugeons capital, pour l'avenir des jeunes Bruxellois de toutes origines, qu'ils l'apprennent incomparablement mieux que leurs aînés, qu'ils soient fiers de pouvoir le parler, qu'ils en fassent une partie d'eux-mêmes.

En outre, nous considérons comme légitime d'attendre de ceux qui s'installent durablement en Flandre, comme de ceux qui s'installent durablement en Wallonie, qu'ils aient le courage et l'humilité d'apprendre la langue officielle de leur région. Nous comprenons que la scission de BHV ait pu être interprétée de part et d'autre comme une reconnaissance symbolique de cette légitimité. Et nous récusons dès lors l'acharnement irresponsable avec lequel les partis francophones se sont opposés à cette scission, attisant par là l'exaspération des partis flamands, au lieu de se mettre d'emblée en quête d'un compromis raisonnable.

Sur cette base, on pourra enfin

voir germer la confiance mutuelle indispensable pour construire ensemble un avenir décomplexé pour notre ville et pour notre pays. En particulier, il doit alors devenir possible de mettre fin aux surcoûts créés, dans divers domaines, par la juxtaposition d'institutions unilingues ; de développer, sous l'égide de la Région flamande et en collaboration étroite avec les systèmes scolaires flamand et wallon, un enseignement multilingue efficace adapté à la mosaïque des

**Nous avons besoin à Bruxelles, d'une révolution copernicienne dans l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes**

origines sociales et culturelles de nos élèves ; de développer à Bruxelles une activité culturelle qui ne soit plus handicapée par le clivage communautaire tout en continuant d'y accueillir à bras ouverts les productions artistiques flamandes et wallonnes ; de réorganiser le scrutin régional de manière à supprimer la séparation entre deux collèges unilingues ; de mettre à l'étude sans tabou, la fusion des dix-neuf communes bruxelloises en une Ville-Région, couplée d'emblée avec la création de districts/arrondissements (comme à Anvers ou à Paris) correspondant

en gros aux actuelles entités communales et compétents pour les matières que le principe de subsidiarité recommande de leur confier ; et d'instaurer des modalités inédites de coopération avec les villes et communes du Brabant flamand et du Brabant wallon, en particulier en matière de mobilité et d'aménagement du territoire.

Nous ne croyons pas plus à une Nation francophone qui inclurait Bruxelles qu'à un Groot-Vlaanderen qui l'annexerait. Nous croyons encore moins, faut-il le dire, à un « condominium » de Bruxelles par la Flandre et la Wallonie ou par les deux Communautés. Comme Johan Vandé Lanotte, Rudi Demotte et bien d'autres, nous croyons qu'il faut avancer vers une fédération faite de quatre régions autonomes et responsables. Chacune d'elles devra jouir de l'ensemble des compétences défédéralisées, tout en collaborant structurellement avec les autres dans les matières où cela s'impose et en pouvant compter sur un Etat fédéral vigoureux qui garantisse fermement la solidarité interpersonnelle et interrégionale et fournisse un cadre légal commun partout où l'efficacité l'exige. Du côté francophone, cette marche est trop entravée par une nostalgie déplacée à l'égard de la Belgique unitaire,

un repli « ethnique » sur la Belgique bicommunautaire et une frilosité chronique à l'égard de tout changement. Pareille frilosité est compréhensible, mais en fin de compte gravement contre-productive

Dans l'intérêt de toute la population du pays, et en particulier de ses composantes les plus vulnérables, il est aujourd'hui important de se ressaisir. Pas pour creuser de nouvelles tranchées autour du front francophone. Mais pour créer entre les deux communautés, et d'abord à Bruxelles, une relation de confiance indispensable pour pouvoir affronter, avec des moyens que la crise empêchera d'être généreux, des défis urgents qui n'ont que faire de nos querelles. Ce dont nous avons besoin à Bruxelles, c'est d'une révolution copernicienne dans l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes. Au lieu de laisser parler en notre nom des « fronts francophones » comme des « fronts flamands », il s'agit de nous respecter mieux nous-mêmes dans notre précieuse et irréductible diversité. C'est ainsi que nous pourrions faire de Bruxelles une meilleure capitale de l'Europe, une ville mieux à même d'aider et protéger ses habitants les plus fragiles et une meilleur partenaire pour ses deux grandes voisines. ■